

Article

« Conflits et recomposition d'un ordre régional dans la Corne de l'Afrique »

Roland Marchal

Études internationales, vol. 22, n° 2, 1991, p. 307-321.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/702841ar>

DOI: 10.7202/702841ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

Conflits et recomposition d'un ordre régional dans la Corne de l'Afrique

Roland MARCHAL*

ABSTRACT — Conflicts and New Regional Order in the Horn of Africa

From 1988, there has been a change in the pace of events in the Horn of Africa. The United States and the Soviet Union opted out of the logic of cold war which obtained up to then, leaving more room open to an intervention by neighbouring States (Israel, Irak, the Gulf States). The extension into the Horn of the Middle-Eastern rivalries is all the more real since the political powers are all in a precarious position, despite their use of an unmitigated coercion. Yet, the internal dynamics, which are complex, are still prevailing. It does not seem from their current evolution that there is any hope for real peace talks to end the conflicts.

Depuis 1988, la Corne de l'Afrique paraît être rentrée dans un nouveau cycle de son histoire tragiquement mouvementée. En Somalie, le renversement de Mohamed Siyad Barre en janvier 1991, après plus de 21 ans de pouvoir autocratique, est le résultat d'une montée en puissance de l'opposition armée à partir de l'attaque d'Hargeysa par le Mouvement national somalien (MNS) en mai 1988. C'est durant la même année qu'en Éthiopie, le régime de Mengistu Haile-Mariam a connu d'importants revers militaires qui se sont poursuivis jusqu'au printemps 1990 : une grande partie de l'Érythrée était alors sous le contrôle du Front populaire de libération de l'Érythrée (FPLE) alors que les combattants du Front populaire de libération du Tigré (FPLT) se retrouvaient à moins de 150 km d'Addis-Abeba.¹ Au Soudan, le refus du premier ministre d'entériner le projet de négociation avec l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) de John Garang en novembre 1988 ouvrait la voie du pouvoir aux militaires sympathisants du Front national islamique (FNI) en juin 1989.

La Corne de l'Afrique est sans doute un ensemble régional dont la cohérence tient plus à une certaine perception géostratégique dominante durant la période de la guerre froide qu'à une véritable unité historique, culturelle ou religieuse;² lorsque les États-Unis changèrent de vision stratégique au moment de la révolution iranienne, ils en firent la bordure

* *Chargé de recherche au CNRS (Centre d'études africaines à l'École des hautes études en sciences sociales, Paris).*

1. R. MARCHAL, «Éthiopie : vers l'implosion?», *L'Année Africaine 1989*, Pedone, 1990, pp. 351-386.
2. J. MARKAKIS, *National and Class Conflict in the Horn of Africa*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987.

Revue Études internationales, volume XXII, n° 2, juin 1991

d'une nouvelle zone: l'Asie du Sud-Ouest.³ Toutefois, relativiser la pertinence d'un tel concept ne signifie cependant pas lui dénier toute signification au niveau politique ou social. En effet, plusieurs facteurs, outre l'intérêt des grandes puissances, contribuent à légitimer une appréhension régionale. Au premier chef figurent les liens spécifiques qui se sont tissés entre la civilisation arabo-islamique et cette partie de l'Afrique. En second lieu, il convient de souligner l'importance du pastoralisme dans tous les États de cette région et l'impact de sa crise profonde depuis une vingtaine d'années à cause de sécheresses récurrentes et de la fragilisation des écosystèmes consécutive à des déplacements massifs de population (réfugiés). Enfin, une appréhension régionale se justifie au regard de la multiplication de conflits d'intensité variable qui sont instrumentalisés par les acteurs de cette zone et qui mobilisent les faibles ressources dont dispose chaque État. Plutôt que d'entreprendre une chronique de cette période, mieux vaut essayer d'en détacher les lignes de forces tant au niveau interne que régional.

I - La recomposition d'un ordre régional

Les événements rappelés plus haut renvoient à des modifications importantes de l'ordre régional qu'on va décrire rapidement en s'attachant à l'analyse de l'évolution de l'attitude de l'Union soviétique et des États-Unis, des réactions des puissances régionales et, enfin, de l'effet de certains flux culturels et humains transétatiques.

A — La fin d'une période

La caractéristique essentielle de cette période est le désengagement soviétique de l'Éthiopie. On sait l'importance que l'URSS a eue dans l'histoire des trois dernières décennies de la Corne.⁴ En particulier, le choix soviétique de soutenir Mengistu Haïle-Mariam à la fois dans sa lutte pour le pouvoir à Addis-Abeba et dans sa confrontation avec les mouvements rebelles érythréens et somalis en 1977-1978 a fortement influé sur les formes d'institutionnalisation du pouvoir post-révolutionnaire et sur les relations entre les États de la région.⁵

Cependant l'attitude soviétique n'a cessé d'évoluer depuis l'arrivée de Mikhaïl Gorbatchev au pouvoir. Cela s'est tout d'abord traduit par une critique à peine voilée de certaines politiques sectorielles, notamment l'agriculture, puis par des pressions de plus en plus marquées pour une

3. F. HALLIDAY, *L'URSS et le monde arabe*, Paris, Le Sycomore, 1982.

4. D.A. KORN, *Ethiopia, the United States and the Soviet Union*, Carbondale & Edwardsville, Southern Illinois University Press, 1986 ou R.G. PATMAN, *The Soviet Union in the Horn of Africa*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.

5. C. CLAPHAM, *Transformation and Continuity in Revolutionary Ethiopia*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.

amélioration des relations avec la Somalie (qui aboutirent à l'accord d'avril 1988 resté pour l'essentiel lettre morte), enfin par la remise en cause de certains droits acquis. D'une part, l'approvisionnement en pétrole, s'il est toujours garanti, ne se fait plus depuis 1989 avec la décote antérieure de 20 % sur le prix du marché international. Ensuite, l'accord de coopération militaire signé en 1986 ne sera honoré que jusqu'à son terme en 1991 ; pour l'avenir, cette coopération devra être renégociée dans des conditions qui apparaissent aujourd'hui nettement moins avantageuses aux Éthiopiens d'autant que les Soviétiques manifestent très clairement leur désir de voir la situation politique intérieure se normaliser, fût-ce au prix de compromis substantiels.⁶

Le régime éthiopien ne s'y est pas trompé, car il n'a marqué qu'une sympathie extrêmement limitée pour la *perestroïka* et la *glasnost* : les médias n'y ont guère fait allusion et lorsque ce fut le cas, c'était pour souligner l'originalité du processus politique en Éthiopie qui vidait ces réformes de tout contenu... Durant ces années, les relations avec les Allemands de l'Est se sont encore améliorées, non seulement parce que ceux-ci occupaient dans cette période de crise des postes très sensibles (dans l'appareil de sécurité et de communication de l'armée) mais aussi parce que Berlin-Est était tout aussi réservé qu'Addis-Abeba sur l'évolution politique en Union soviétique. Hélas pour le pouvoir éthiopien, les manifestations en Allemagne de l'Est eurent raison en novembre-décembre 1989 de son trop orthodoxe partenaire.

Pourtant, quelle que soit l'ampleur des réserves actuelles de la direction soviétique vis-à-vis de Mengistu Haïle-Mariam et du coût de la collaboration avec l'Éthiopie, il est sûr que Moscou n'envisage nullement d'abandonner son ancien allié. Certes, l'aviation soviétique ne participe plus à des opérations militaires dans le nord de l'Éthiopie et le nombre des conseillers militaires a baissé drastiquement. Toutefois, l'octroi de matériel militaire se poursuit et la diplomatie soviétique veille à ne pas laisser le leader éthiopien trop isolé sur la scène internationale. À moins d'une implosion du système soviétique ou d'un retournement radical, il est probable que l'URSS dans les années qui viennent continuera de consentir certains sacrifices sans cependant que ceux-ci atteignent le niveau de ceux occasionnés par l'aide au régime afghan.

Les États-Unis n'avaient quitté l'Éthiopie en 1977 que contraints et forcés.⁷ Depuis cette date, sans réellement jouer la carte somalienne, ils avaient mené une politique globalement hostile à l'Éthiopie malgré certaines tentatives de rapprochements qui avaient échoué pour des raisons diverses, à commencer par l'anti-américanisme ombrageux du Président éthiopien. La déliquescence du système soviétique et la fin de

6. P. HENZE, *Glasnost about Building Socialism in Ethiopia: Analysis of a Critical Soviet Article*, Santa Monica, Rand Corporation, avril 1990. Voir également la déclaration Bush-Gorbatchev de juin 1990 sur la résolution des conflits dans la Corne de l'Afrique.

7. KORN, *op. cit.*

toute menace inspirée par les pays de l'Est les incite à ne plus s'impliquer de la même manière qu'au milieu des années 70, lorsque le renforcement des alliés potentiels des Soviétiques en Afrique australe (avec l'indépendance du Mozambique et de l'Angola) et orientale suscitaient les plus grandes inquiétudes. L'intérêt stratégique de l'Éthiopie n'est plus le même.⁸ L'heure est plus à l'intervention diplomatique dans le cadre d'une médiation des conflits locaux (Soudan en 1989-90; Éthiopie en 1990-91) qu'à un retour en force d'autant que les perspectives économiques, surtout dans cette région de l'Afrique, sont quasi nulles.

Si l'on pouvait parler avant l'occupation irakienne du Koweït d'un désengagement conjoint de la région, la crise du Golfe a modifié l'attitude américaine d'autant que les militaires soudanais ont accueilli depuis leur arrivée en juin 1989 des groupes ou des personnes liés aux courants les plus radicaux de l'islamisme ou du terrorisme international: l'hospitalité quasi officielle accordée à des islamistes égyptiens, accusés de plusieurs actions armées en Égypte et la libération de Palestiniens responsables de l'attentat contre l'hôtel Acropole de Khartoum en 1988 ont provoqué de très vives réactions au Département d'État et au Foreign Office. Le soutien à l'Irak et le refus du gouvernement soudanais jusqu'en février 1991 de reconnaître l'ampleur de la famine n'ont fait que durcir cette attitude très hostile.

B – L'extension à la Corne du conflit proche-oriental

Cette relative vacance des deux superpuissances dans la région (qui ne va donc pas sans nuance) a laissé le champ relativement libre aux puissances régionales, l'Égypte, l'Arabie saoudite (appuyée le plus souvent par les autres membres du Conseil de coopération du Golfe) et, surtout dans la période récente, l'Irak et Israël.

Le cas de la Libye est un peu particulier. Certes elle entretient d'excellentes relations avec le Soudan, malgré le coup d'État qui renverse Sadeq el-Mahdi qui est un ami personnel de Kadhafi. Mais le soutien à la junte islamiste de Khartoum est lié à ses prétentions sur le Tchad. La fourniture de pétrole à bas prix au Soudan et le projet d'unification (un de plus) sont en quelque sorte récompensés par un quasi blanc-seing pour intervenir dans le Darfur. Cette coopération n'empêche pas des critiques concernant l'alliance entre islamistes et militaires soudanais. La Libye entretenait également d'excellentes relations avec le régime de Siyad Barre auquel elle aurait livré des armes et des gaz de combat en grandes quantités. Ses relations avec l'Éthiopie s'inscrivaient plus dans l'anti-américanisme (ou anti-impérialisme des deux régimes) mais elles n'ont jamais joué un rôle stratégique surtout après l'échec de Kadhafi d'accéder

8. L'intérêt de la Kagnew Station (centre de télé-détection) était contesté dès 1973. PATMAN, *op. cit.*, p. 140.

à la présidence de l'Organisation de l'unité africaine. De plus, les rapports de la Libye avec certains fronts d'opposition demeurent ambigus. Sa faiblesse essentielle, à l'inverse d'autres pays rentiers, est d'être incapable de s'appuyer sur des interlocuteurs non étatiques. Même au Soudan, les Comités révolutionnaires ne sont qu'un groupuscule peut-être dangereux mais sans aucune base sociale...

La politique égyptienne dans cette région est largement dictée par une préoccupation : le Nil, qui fournit à ce pays l'eau et l'énergie nécessaires à son existence.⁹ Traditionnellement, Le Caire se doit d'entretenir de bonnes relations avec l'Éthiopie à cause du Nil bleu (deux tiers du débit du Nil après Khartoum) et, bien sûr, avec le Soudan qu'il avait colonisé. Les rapports avec Djibouti et la Somalie de Siyad Barre (pays membres de la Ligue arabe), pour être excellents, relèvent d'une tout autre dimension. Cependant, depuis l'accession au pouvoir de Sadeq el-Mahdi en avril 1986, les relations soudano-égyptiennes n'ont cessé de se tendre au point que Hosni Moubarak choisit de soutenir les putschistes le 30 juin 1989 malgré la coloration déjà islamiste du nouveau pouvoir : incompatibilité d'humeur entre les deux dirigeants, rage devant les manœuvres dilatoires du premier ministre soudanais qui refusait des négociations avec son opposition armée, illusions sur la nature du coup d'État, toutes ces hypothèses sont valides sans qu'on puisse aujourd'hui choisir celle qui fut décisive.

Cependant l'influence égyptienne, si l'on exclut le Soudan d'avant juin 1989, est minime comparée à celle de l'Arabie saoudite et de ses alliés du Conseil de coopération du Golfe, au premier rang desquels figurent le Koweït (avant août 1990) et Abu Dhabi. Ces relations prennent plusieurs formes, certaines proprement étatiques, d'autres non. D'une part, il y a d'importants financements dans la Corne sur des projets divers (essentiellement agricoles ou agro-alimentaires). D'autre part, il faut mentionner une aide financière aux États (dont le Soudan fut le principal bénéficiaire durant la période démocratique) qui permettait de restaurer certains équilibres financiers avant de négocier avec le Fonds monétaire international.¹⁰ Parallèlement, les États du Golfe finançaient généreusement des centres culturels ou des institutions aidant à une arabisation et à une islamisation plus grandes (Institut africain islamique à Khartoum, grande mosquée et centre culturel à Djibouti ou à Asmara, très nombreuses écoles privées arabes dans tous les pays de la Corne...).

L'Éthiopie constitue un cas particulier dans la mesure où la tradition chrétienne orthodoxe avait largement structuré la culture politique de ses élites. Cependant, avec la révolution de 1974, les musulmans ont acquis une égalité fragile, mais non dépourvue d'une certaine réalité. Après que l'hystérie anti-communiste – axe essentiel de la perception saoudienne et de sa politique régionale – soit retombée, les relations se sont normalisées à partir de 1982. En 1988, le pouvoir éthiopien qui commençait à connaître

9. J. WATERBURY, *Hydropolitics of the Nile*, New York, Syracuse University Press, 1979.

10. R. BROWN, *The Sudan Debt's Crisis*, Londres, Macmillan, 1991.

des défaites importantes entreprit une grande campagne diplomatique dans le monde arabe qu'il accusait avec de bonnes raisons de contribuer directement ou indirectement au financement des oppositions armées, notamment du FPLE. Cette offensive politique avait déjà produit certains résultats non négligeables (normalisation avec les pays du Maghreb, ouverture annoncée d'une ambassade irakienne) lorsque Mengistu Haile-Mariam privilégia la réouverture de relations diplomatiques avec l'État d'Israël qui lui permettait d'escompter une aide nettement plus performante du lobby pro-israélien à Washington à l'heure du désengagement soviétique.

Israël, en effet, suivait avec une certaine appréhension les ballets diplomatiques qui se succédaient dans le second semestre 1988. Depuis longtemps¹¹, l'État hébreu tente de s'appuyer sur une Éthiopie non arabe pour fragiliser son encerclement et mettre en échec le projet de transformer la mer Rouge en «lac arabe»: les relations entre les deux pays sont donc relativement anciennes et leur versant militaire – notamment en Érythrée – s'était considérablement développé avant 1974, avant qu'il y soit officiellement mis un terme avec l'arrivée des Soviétiques et la reconnaissance de l'Organisation de libération de la Palestine.

Depuis quelques années, cette priorité s'est doublée d'une volonté de faire venir en Israël les derniers représentants de la plus ancienne communauté judaïque: les Falasha.¹² Ce n'est qu'en 1973 que les autorités religieuses israéliennes reconnurent leur appartenance au judaïsme. Lors de la famine de 1984-85, plusieurs milliers d'entre eux quittèrent leurs villages du Gondar pour passer au Soudan et, de là, être transportés en Israël. Le retour de Kassa Kebede, demi-frère de Mengistu Haile-Mariam, à des responsabilités de premier plan exprimait déjà un net réchauffement des relations avec l'État hébreu. Cependant, il faut attendre novembre 1990 pour que le départ des Falasha (environ 15 000 regroupés dans les faubourgs d'Addis-Abeba) prenne un rythme soutenu.

Cette histoire explique pourquoi les relations entre les deux pays n'ont connu qu'un bref interlude avant de reprendre de plus belle, les experts militaires israéliens¹³ remplaçant en décembre 1989 au pied levé les Allemands de l'Est qui rentraient chez eux. La nomination de Yeir Yoffa, ancien directeur du département Afrique au ministère israélien des Affaires étrangères, confirme l'importance de l'Éthiopie dans la stratégie africaine de Tel-Aviv. Dans le même temps, bien que cela soit nié par les intéressés, il est fort probable que l'aide israélienne à l'APLS de John Garang ait repris à un niveau significatif.¹⁴

11. Voir K. SHEHIM, «Israel-Ethiopian Relations: Change and Continuity», *Northeast African Studies*, vol. 10, n° 1, pp. 27-42.

12. W. LESLAU, *Falasha Anthology: Black Jews of Ethiopia*, New Haven, Yale University Press, 1950.

13. On évalue leur nombre entre 400 et 700. Ils servent dans les transmissions et encadrent l'armée éthiopienne. Malgré quelques succès, ils n'ont guère pu retourner la situation militaire en faveur d'Addis-Abeba.

14. L'État hébreu aida considérablement la révolte sud-soudanaise entre 1967 et 1972.

Mais c'est l'Irak sans conteste qui apparaît comme la puissance montante dans la Corne dès le cessez-le-feu avec l'Iran en 1988¹⁵ jusqu'à la crise du Golfe. Ceci n'est d'ailleurs pas surprenant, dès lors qu'on se remémore la place de ce pays dans la région avant le déclenchement des hostilités en septembre 1980. L'Irak qui était alors l'un des soutiens financiers les plus importants du Soudan, appuyait également la lutte des Érythréens contre le pouvoir éthiopien et maintenait une aide financière conséquente à la Somalie et à Djibouti afin de consolider les liens fragiles de ces deux pays avec le monde arabe, après leur récente adhésion à la Ligue arabe (1974 pour la Somalie, 1977 pour Djibouti). Libéré de la lourde charge de la guerre contre l'Iran, l'Irak a redéployé son influence dans l'ensemble des pays de la région et bien plus avant, si l'on considère l'aide fournie à la Mauritanie et plus traditionnellement au Tchad.

La cohérence de cette politique existe et se retrouve au moins à deux niveaux. D'une part, la politique irakienne soutient les forces politiques qui mettent en avant l'arabité – cela pour des raisons tactiques ou stratégiques, la référence ba'athiste n'étant pas discriminante – contre celles qui mettent en avant des identités proprement nationales-étatiques. D'autre part, elle cherche à contenir une extension de l'influence israélienne qui a marqué des points en Afrique noire après la déroute de la coopération arabo-africaine. L'attrait principal de l'aide irakienne est sans doute qu'elle est accordée sans demi-mesure à des régimes autoritaires (qui ont certes besoin de peu) fragilisés par des contestations importantes et qu'elle est fondamentalement une aide militaire (sous forme d'experts très efficaces ou de matériels acquis durant les hostilités avec l'Iran); de plus, le type de coercition à l'œuvre en Irak fournit un modèle séduisant pour des dictatures sans cesse sur le qui-vive.

C — L'influence religieuse des pays du Golfe

Ces politiques étatiques, pour importantes qu'elles soient, ne rendent pas compte d'un autre type d'influences qui se situent plus à un niveau social ou culturel et qui sont médiatisées par des groupes plus ou moins institutionnalisés : banques islamiques, associations islamistes qui pratiquent un prosélytisme religieux musclé grâce aux financements octroyés par des États ou, le plus souvent, par des fondations largement subventionnées par des personnes privées. La réussite de telles pratiques est aussi largement due à la conjoncture actuelle : d'importantes migrations de travail dans le Golfe (par exemple, plus d'un million de Soudanais – sur 23 – travaillent à l'extérieur de leur pays) et la concentration de réfugiés la plus importante d'Afrique qui constitue une véritable aubaine pour tous ceux qui, sous prétexte d'aide humanitaire, veulent influencer d'une manière ou d'une autre sur le devenir de ces populations vivant souvent dans le

15. Voir *Africa Confidential*, vol. 31, n° 17, 24 août 1990.

plus grand dénuement. Quelques exemples peuvent permettre de comprendre l'impact de ces flux culturels et humains.

L'opposition soudanaise souligne aujourd'hui avec beaucoup de passion le rôle extrêmement actif qu'auraient joué les banques islamiques (notamment la *Fayçal Islamic Bank* et la *Baraka Islamic Bank*) qui se sont implantées au Soudan à partir de 1977 dans le financement et le développement des activités des Frères musulmans soudanais.¹⁶ Grâce à ces institutions financières, le Front national islamique déjà populaire dans certaines fractions de la «petite bourgeoisie instruite urbaine» aurait réussi à prendre pied dans les campagnes, fief des grands partis religieux traditionnels, en proposant des crédits aux petits commerçants et aux paysans souvent endettés d'une année sur l'autre. En marginalisant le système bancaire traditionnel, ces institutions ont pris le contrôle de l'essentiel du marché des céréales et offrent ainsi à leurs dirigeants de puissants leviers de mobilisation populaire...

Les pays du Golfe ont attiré de très nombreux diplômés des pays de la Corne mais aussi des jeunes qui désiraient recevoir une formation religieuse. Il existe ainsi aujourd'hui des associations wahabites aux moyens considérables qui essaient d'exercer leur prosélytisme dans tous les pays de la Corne. Ceci ne va pas sans problème car leur islam ultrarigoriste est souvent refusé par la population mais aussi par les États qui n'apprécient pas que la paix religieuse puisse être menacée (certains de leurs militants furent expulsés d'Éthiopie, d'autres de Djibouti). Mais la situation est souvent plus complexe comme l'illustrent les deux cas suivants.

La division du mouvement érythréen au début des années 70 avait des causes complexes mais qu'on ne peut ramener à la seule division religieuse de la population érythréenne. Malgré les diverses accusations qui n'ont cessé de fleurir, surtout après l'éclatement du Front de libération de l'Érythrée (FLE, rival jusqu'alors du FPLE) en 1982, jamais aucune tendance ou organisation ne s'est construite sur le discours religieux: celui-ci pouvait exister mais était instrumental dans les rapports avec certains pays arabes comme l'Arabie saoudite pour obtenir un financement. En 1989, pour la première fois, se créa une organisation sur une base islamiste. Celle-ci, Djihad, provenait de la fusion de quatre groupes islamistes érythréens basés dans le Golfe (Arabie saoudite, Koweït, Émirats Arabes Unis) et au Soudan mais qui n'avaient jusqu'alors pas dépassé la plus stricte confidentialité. La situation était soudain bien différente. Grâce aux moyens octroyés par ses sympathisants dans le Golfe et par les Frères musulmans koweïtiens, cette organisation réussissait à se développer dans les camps de réfugiés au Soudan: alors que le FPLE entamait les premières négociations avec J. Carter avant la réunion d'Atlanta, ce

16. Cette explication est très insuffisante bien que l'actuel ministre de l'économie et des finances soit l'un des fondateurs de la première et fut le responsable de l'agence londonienne de la seconde avant sa nomination.

groupe voulait soudain mobiliser les musulmans contre la domination éthiopienne et, d'abord, contre le front érythréen caractérisé comme «organisation chrétienne qui entendait négocier avec les autres chrétiens sur le dos des musulmans». Sans doute leur expédition militaire tourna court durant l'été 1989 mais ce problème demeure plus que jamais.

La Somalie est un pays islamique à pratiquement 100 %; on ne retrouve donc pas le type de problème décrit dans le cas érythréen. Il n'existait pas pendant longtemps une opposition islamique ou islamiste au pouvoir de Siyad Barre malgré l'idéologie «socialiste» du régime puis le contrecoup de la révolution iranienne. Ce n'est qu'en mai 1986 qu'apparut pour la première fois un éphémère mouvement islamique somalien mais il n'était constitué alors que par la coordination de jeunes sheykhs formés dans les États du Golfe, en Égypte et au Soudan. Durant la même période, des Haber Awal (sous-clan Issaq du nord de la Somalie qui fournit l'essentiel des travailleurs immigrés dans le Golfe) auraient créé à l'ombre du MNS un conseil islamique du pays Issaq. Enfin plus récemment, en août 1990, un mouvement islamique s'est autoproclamé à Londres sans qu'on sache très bien quelle réalité il recouvre. Pourtant on ne peut mesurer l'influence de tels courants simplement à partir de l'existence de groupes autonomes. Les mouvements de l'opposition somalienne possèdent tous une certaine sensibilité islamique dont l'origine comme son expression est variable. Ainsi le Congrès de la Somalie unifiée (CSU) affirme dans son programme la nécessité de mettre le système juridique somalien en conformité avec l'islam, le MNS lui a opté pour une expression plus subtile de ce lien: le nombre de membres de son comité central est de 99, soit exactement le nombre connu de noms de Dieu dans le Coran¹⁷ – le centième restant à découvrir...

II – Les dynamiques internes

Trois des pays de la Corne sont déchirés par des conflits armés qui durent depuis de longues années: 30 ans en Éthiopie, 13 ans en Somalie, 8 ans au Soudan, si on met de côté le premier épisode de cette guerre de 1955 à 1972. Il convient donc de s'interroger sur les raisons de telles durées. Plusieurs éléments d'explication doivent être mentionnés. D'abord, ces conflits sont des «petites guerres», des guerres de pauvres qui ne nécessitent pas de ressources importantes. Aussi, pour durer, il suffit aux dissidents de bénéficier d'une aide minime grâce à un État-patron, à des communautés exilées, ou au détournement d'une partie de l'aide humanitaire. Ensuite, les affrontements se produisent pour l'essentiel à la périphérie politique et géographique du pouvoir central et ne l'affectent pas directement: au sud-Soudan, dans le nord de l'Éthiopie menacé par la désertification. *A contrario*, la création en janvier 1989 d'un mouvement

17. I.M. LEWIS, entretien avec l'auteur en novembre 1990.

d'opposition armée dans le centre de la Somalie, le CSU, accélère considérablement l'affaiblissement du régime¹⁸ et sa fin. Enfin, ces conflits ne relèvent pas seulement de contradictions politiques mais s'appuient également sur des clivages sociaux, ethniques et/ou religieux systématisés et manipulés par l'un ou l'autre des protagonistes. Cette donnée n'est pas en soi une caractéristique de cette zone mais c'est sa localisation comme interface de deux aires culturelles distinctes arabo-islamique et africaine qui explique largement sa force actuelle.

On peut repérer deux grands niveaux d'analyse : le premier est l'essoufflement d'un certain mode de régulation politique, le second concerne l'articulation entre crise sociale et militarisation dans la région.

A — Des systèmes politiques en crise

Dans l'analyse de ces contestations armées, le modèle centre/périphérie paraît s'imposer de prime d'abord (pour bien des pays de la zone sahélo-soudanaise, il recoupe d'ailleurs un clivage nord/sud). En effet, si l'on considère la guerre au Soudan, on constate qu'elle naît d'aspirations de régions et de couches sociales marginalisées par rapport à la redistribution des ressources étatiques.¹⁹ L'APLS ne cesse de souligner la condition de citoyen de seconde zone faite aux sud-Soudanais et les priorités économiques de l'État qui confortent le différentiel de développement entre nord et sud du pays pour le plus grand profit de la bourgeoisie commerçante musulmane, véritable ossature de l'élite politique du Soudan.²⁰ Dans le cas éthiopien, le modèle se retrouve avec une égale cohérence. L'opposition du FPLT au pouvoir central ne manque pas de racines historiques depuis la marginalisation des Tigréens dans l'édification de l'empire à partir de Menelik au XIX^{ème} siècle.²¹ Un autre front joue également un rôle important : le Front de libération oromo (FLO). Celui-ci met l'accent sur les rapports proprement coloniaux qui existaient (et existeraient jusqu'à aujourd'hui) entre la fraction dominante de la société éthiopienne (les Amhara et ceux qui ont adopté leur culture) et le principal groupe ethnique éthiopien constitué par les Oromo qui ont été soumis au siècle dernier.²² Même si la question érythréenne relève d'une problématique différente, les raisons du soulèvement sont liées à l'incapacité du pouvoir central d'admettre l'autonomie régionale, telle qu'elle avait été définie par les Nations Unies

18. Grâce à l'une des deux fractions du CSU, les émeutes urbaines de décembre 1990 largement spontanées prirent un caractère insurrectionnel le 29 décembre et conduisirent à l'effondrement de la dictature.

19. R. MARCHAL, «D'une guerre à l'autre: le conflit au Soudan hier et aujourd'hui», *Afrique Contemporaine*, n° 153, 1^{er} trimestre, pp. 27-41.

20. J. GARANG, *John Garang Speaks*, Londres and New York, KPI, 1987.

21. P. GILKES, *The Dying Lion: Feudalism and Modernization in Ethiopia*, Londres, Julian Friedmann Publishers Ltd., 1975.

22. P. BAXTER, «Unacknowledged Problem: the Oromo», *African Affairs*, vol. 77, n° 308, juillet 1978, pp. 283-296.

en 1952 pour l'ancienne colonie italienne. On pourrait retrouver la même logique à l'œuvre dans la rébellion du MNS en Somalie du Nord. Après un premier moment d'euphorie nationaliste, cette région, l'ex-Somaliland britannique, n'a pas vécu très facilement la fusion avec la Somalie italienne. L'attitude brutale du pouvoir central après la défaite contre les Éthiopiens et la marginalisation économique de la bourgeoisie commerçante Issaq²³ à partir de 1982 n'ont fait qu'augmenter le ressentiment de cette partie du pays.

Cependant, pour peu qu'on s'attache plus profondément à la description du jeu factionnel des luttes politiques, ce modèle d'analyse se montre vite d'une grande pauvreté. La première raison est qu'il ne rend guère compte des divisions au sein du «centre» alors même que celles-ci jouent le plus souvent un rôle aussi fondamental dans la dynamique du conflit que l'opposition avec la périphérie. Dans le cas du Soudan, les relations des deux grands partis traditionnels du Nord avec les Frères musulmans constituaient l'un de leurs problèmes essentiels et permettaient d'expliquer bien des alliances surprenantes, des alignements énigmatiques,²⁴ et l'incapacité d'avancer dans le règlement du conflit. L'arrivée au pouvoir de militaires très proches du FNI a donc une signification qui dépasse le seul cadre de la guerre contre l'APLS, même si cet événement a été précipité par le conflit : ce coup d'État marque la fin du mode d'organisation politique qui s'était cristallisé durant la colonisation anglaise.

Dans le cas éthiopien, les contradictions au centre ont joué un rôle tout aussi dominant dont on ne proposera qu'un exemple. Depuis 1988 jusqu'à la fin 1990, l'armée éthiopienne paraît incapable de surmonter des désaccords de fond avec la politique prônée par Mengistu Haïle-Mariam. Pour une majorité d'officiers, d'une part, la guerre n'apparaît plus comme une option satisfaisante car elle ne peut être gagnée après l'échec de réformes politiques comme la création de régions autonomes en Érythrée et au Tigré ; d'autre part, elle ne doit plus être faite sous le contrôle de membres incompetents du Parti des travailleurs éthiopiens.²⁵ Ces contradictions expliquent la désorganisation de l'armée qui permet l'importante victoire du FPLE à Afabet en mars 1988, puis la tentative de coup d'État en avril 1989 et l'incapacité des militaires éthiopiens jusqu'à la fin 1990 à lancer une offensive d'ampleur.

23. Bien qu'éthniquement homogène, la société somalie est divisée par la segmentation lignagère en multitude de clans, définis par une généalogie commune. Ceux-ci sont regroupés en six «familles» (Hawiye, Darod, Dir, Issaq, Digil, et Rahanweyn) : voir I.M. LEWIS, *Peoples of the Horn of Africa*, Londres, International African Institute, 1955. Sur la situation économique au début des années 80, cf. N. MILLER, «The Other Somalia (part 1): Trade and Hidden Economy», *American Universities Field Staff Report*, Hanover, 1981.

24. P. WOODWARD, *Sudan 1899-1988: The Unstable State*, Boulder, Lynne Rienner Publishers Inc., 1990.

25. La perte du Tigré serait plus due à l'incompétence militaire de Legesse Asfaw qu'à une véritable défaite militaire de l'armée éthiopienne...

La nature du régime somalien a été souvent présentée comme l'alliance de trois clans somalis (Dolbahante, Ogadeni, Mareehan) qui, sous la houlette du président Mohamed Siyad Barre, se seraient répartis les prébendes de l'État.²⁶ Pourtant, une telle vision – qui s'appuie sur une incontestable réalité – occulte la diversité de la nature du pouvoir somalien. Pour s'en convaincre, il n'est besoin que de reprendre les biographies des leaders actuels des principaux mouvements d'opposition tout en considérant leur date de défection. Le général Mohamed Nur Galal (Hawiye) qui a dirigé l'insurrection de Mogadishio en décembre 1990-janvier 1991 est un ancien ministre des Travaux publics puis un vice-ministre de la Défense; il n'est passé dans l'opposition qu'en 1989 en devenant alors l'un des leaders du CSU. Le titulaire du poste de secrétaire aux Affaires étrangères du MNS depuis juin 1990, Suleyman Mohamed Adan (Issaq) était vice-ministre dans le gouvernement somalien jusqu'en 1989...

Le modèle centre/périphérie ne permet pas non plus d'interpréter les dynamiques ou les divisions internes de la périphérie. Dans le cadre soudanais, force est de constater que l'APLS ne représentait pas de larges fractions de la population du sud-Soudan. Cette organisation avait quelques difficultés à obtenir le soutien des populations de la province la plus méridionale du pays, l'Equatoria. Les raisons en étaient complexes et demeuraient liées à la perception de la crise qui présida au déclenchement du conflit en 1983: les politiciens de l'Equatoria pariaient plus sur une alliance avec le pouvoir central que sur un accord avec leurs collègues nilotiques passés à la rébellion armée, qu'ils suspectaient d'hégémonisme. Ce choix ne s'est modifié que plusieurs mois après le coup d'État de juin 1989 quand il est devenu clair que Khartoum ne laissait plus aucune marge de manœuvre à ses alliés sudistes.

Dans le cas éthiopien, la fragmentation de l'opposition armée constitue un avantage essentiel pour le pouvoir central: il existe en effet plus d'une douzaine d'organisations qui prétendent défaire Mengistu Haïle-Mariam. Mais le consensus n'existe que sur cet objectif; lorsqu'il s'agit d'évoquer le futur système politique ou économique, les positions divergent très rapidement. Le FPLT est favorable à la permanence de l'État éthiopien tel qu'il existe aujourd'hui – tout en acceptant l'indépendance de l'Érythrée –, le FLO à un éclatement de l'Éthiopie et à la création au moins d'un nouvel État, l'Oromia. Dans le cas somalien, il faudrait noter la nature changeante des organisations armées: ainsi le MNS n'est devenu une organisation réellement populaire qu'après son offensive de 1988; auparavant, il n'était considéré par la population qu'avec une sympathie distante. On pourrait aussi s'interroger sur les aspirations diverses du combattant de base et de son dirigeant: si les cadres ont d'ordinaire un discours national, la base des mouvements de guérilla reste souvent attachée à des logiques locales. Aucune organisation ne peut se prévaloir

26. Voir I.M. LEWIS, «The Ogaden and the Fragility of Segmentary Nationalism», *African Affairs*, vol. 88, n° 353, octobre 1989, pp. 573-580.

d'une véritable représentation nationale dans sa composition sociale : le MNS est majoritairement Issaq, les deux tendances du CSU Hawiye et le Mouvement patriotique somalien dirigé par Ahmed Omar Jess Ogadeni.²⁷

Ce qui frappe l'observateur est la très profonde inadéquation actuelle des cultures politiques dominantes à penser les solutions de ces conflits et à gérer les situations concrètes des pays de cette région. Ceci explique sans doute que dans chaque pays, on assiste sous une forme ou une autre à un retour d'idéologies communautaristes qui tentent de pallier aux manques effarants des idéologies étatiques de la période précédente. Pourtant, ces constructions ne sont pas nouvelles : islam et arabisme au Soudan, idéologie salomonienne en Éthiopie, idiome de la parenté en Somalie. Les couches sociales ou les individus qui s'en font les expressions les plus déterminées sont souvent les plus « modernes ». Il n'est pas facile de fournir une réponse générale à cet apparent paradoxe. Deux motivations sont présentes. D'une part, la mise en avant de telles idéologies permet de poser sous un autre angle les problèmes de la légitimité politique et de la mobilisation sociale : le cas soudanais est ici paradigmatique. D'autre part, ces idéologies permettent à leurs locuteurs de se constituer en alliés ou en clients d'États et de réseaux internationaux plus puissants : ainsi, le soutien musclé de l'Irak au pouvoir militaire à Khartoum, ville choisie par ailleurs comme centre de la puissante organisation de la Dawa Islamiya ; ainsi, la reprise des relations d'Addis-Abeba avec Tel-Aviv puis avec Washington, ainsi l'implosion du système politique somalien.

B — La militarisation des sociétés

Un détour par l'histoire s'impose. L'autorisation des activités missionnaires en Éthiopie au XIX^{ème} siècle était bien plus liée à la fourniture d'armes occidentales qu'à la poursuite du débat sur le monophysisme. Les affrontements de la Seconde Guerre mondiale après l'invasion fasciste fournirent de nouveaux flux d'armements. Ceux-ci se sont poursuivis dans la période contemporaine sous la conjonction de plusieurs facteurs : une multiplication des crises (Tchad, Ouganda, Northern district kenyan, Érythrée...) et des dotations grâce à des filières internationales étatiques (israélienne, syrienne, irakienne, libyenne...) ou non.

Dans le même temps, les sécheresses et l'effritement des activités économiques traditionnelles (notamment la crise du pastoralisme) déchirent le tissu des sociabilités et des alliances traditionnelles et rendent de larges sections de la jeunesse rurale disponibles pour des aventures militaires où ces jeunes retrouvent un statut social valorisé et accumulent les biens nécessaires à la reproduction de leur communauté. Les États

27. D. COMPAGNON, «The Somali Opposition Fronts: Some Comments and Questions», *Horn of Africa*, vol. 12, n° 1 & 2, juin 1990, pp. 29-54.

confrontés à des oppositions plus ou moins puissantes et privés de moyens militaires suffisamment efficaces n'ont pas hésité à opter pour une stratégie basée sur une militarisation des sociétés rurales par la constitution de milices plus ou moins contrôlées, chargées de faire le coup de feu contre la guérilla.

Le cas du Soudan est ici exemplaire. Depuis le début des années 80, de nombreuses milices sont apparues dans le sud-Soudan, dans le Kordofan et le Darfur. Ces milices (Murahaleen, Anaynya 2, milices Mandari, Fertit, Murle...) sont responsables de massacres, de vols de troupeaux, voire de la résurgence de l'esclavage.²⁸ L'origine de ces groupes supplétifs est cependant plus complexe qu'il n'est souvent dit. On peut retenir quatre facteurs explicatifs. Le premier insiste sur la dimension locale de certaines contradictions qui ne peuvent plus être gérées par un système de régulation traditionnelle et qui sont accentuées par l'accès à des armes automatiques grâce à un marché noir florissant. Le second facteur est relatif à la crise économique que traversent ces groupes : après la récession de la fin des années 70, et les sécheresses à répétition de 1982 à 1985, bien des ruraux ont compris que la razzia restait de loin l'activité la plus lucrative et la plus sûre, surtout si elle se menait avec la bénédiction des autorités. À ces dimensions locales, il faut cependant adjoindre deux autres facteurs plus nettement politiques. Le premier est bien sûr lié à l'incapacité de l'armée de remporter une victoire décisive contre la guérilla, soit parce qu'elle n'en a pas les moyens (il faudrait une conscription dans les villes du nord du pays qui serait trop coûteuse au niveau politique), soit parce que la nature de la guerre la rend pratiquement impossible. Le dernier facteur n'a pas été le moins important : bien des organisations politiques (sans même évoquer la trop célèbre légion islamique de Kadhafi dans le Darfur) désiraient disposer de partisans armés prêts à tous les oukases.

On peut retrouver ce modèle de militarisation dans les autres pays de la région. En Éthiopie, il n'a été appliqué dans un premier temps qu'en Érythrée dans des zones hostiles aux mouvements nationalistes. Les miliciens recevaient souvent du grain supplémentaire en même temps que des passe-droits. Depuis 1988, le gouvernement effrayé par ses défaites successives, a généralisé cette tactique. Pour lui, il s'agissait également de pallier à la difficulté d'une conscription forcée de moins en moins acceptée par la population.²⁹ En mars 1990, le gouvernement revenait sur l'essentiel de la politique agricole mise en œuvre depuis la révolution de 1974 et proposait une nouvelle alternative aux paysans : ils pouvaient rester chez eux et défendre les armes à la main leurs terres et un État qui ne bridait plus leurs initiatives...

28. Voir Amnesty International, *Sudan : Human Rights in the Context of Civil War*, Londres, décembre 1990 ; G. Lamarche et G. Obat, «Chronique de la guerre ordinaire : le massacre de Jebellein (décembre 1989)», *Politique Africaine*, n° 38, juin 1990, pp. 111-120 ; *Africa Watch*, «The Forgotten War in Darfur Flares again», *News from Africa Watch*, 6 avril 1990.

29. Cf. *Africa Watch*, «Abuses of Human Rights during Recruitment to the Armed Forces in Ethiopia», *News from Africa Watch*, 1^{er} juin 1990.

En Somalie, où le clanisme a constitué la principale ressource politique du dictateur vieillissant, les milices ont joué également un rôle important, d'abord dans le Nord où les réfugiés Ogadeni d'Éthiopie ont été mobilisés ainsi pour la défense du régime au début des années 80, puis de façon plus généralisée contre les oppositions³⁰ au point qu'aujourd'hui les membres des clans Mareehan et Gadabursi risquent d'être massacrés à cause des multiples exactions commises par des milices recrutées parmi eux. L'existence de tels groupes supplétifs, qu'on peut également retrouver du côté des mouvements armés, n'est absolument pas un problème marginal car, le plus souvent, le niveau d'armement et l'autonomie acquise sur les autorités politiques en font des acteurs à part entière des conflits, comme l'illustre tragiquement la situation dans le Darfur. De plus ces groupes, par les exactions qu'ils commettent, changent aussi la nature de la guerre et rendent plus difficile encore une résolution politique car, s'ils sont alliés à l'un ou l'autre des protagonistes du conflit, ils reflètent des crises locales profondes dont le règlement ne sera pas facile car celles-ci ont des historicités propres et produisent également de nouveaux groupes sociaux. Ainsi l'un des problèmes essentiels consécutifs au renversement de Siyad Barre est le retour sinon à une paix civile, du moins à un contrôle d'affrontements dont la rationalité n'est pas toujours liée aux rivalités des différents fronts d'opposition. Cette situation pose évidemment la question complexe de la démilitarisation mais aussi de la pérennité d'une anomie régionale.

La recomposition de l'espace régional s'inscrit donc dans des temporalités différentes. Si le désengagement soviétique et, sur un mode mineur, américain produit des effets importants sur les lignes de force des relations intra-régionales, il ne peut occulter d'autres dimensions qui sans être prédominantes, restent essentielles. Parmi celles-ci, deux sont fondamentales : d'une part, la poursuite sur le terrain africain de rivalités proche-orientales ; d'autre part, la dynamique ambiguë de l'arabisation et/ou de l'islamisation par des biais étatiques ou para-étatiques. Si le système régional peut fonctionner ainsi, c'est aussi parce que les logiques relationnelles qui viennent d'être analysées s'inscrivent en phase avec les dynamiques politiques locales. L'optimisme n'est pas de rigueur...

30. Cf. «Somalia : A Government at War with its Own People. Testimonies about the Killings and the Conflict in the North», *Africa Watch*, janvier 1990.